

# Réponse au dhimmi Grandserre qui affirme que l'immigration rapporterait plus qu'elle ne coûte

écrit par Durandurand | 23 novembre 2017

Hier, aux Grandes Gueules, Sylvain Grandserre en a encore menti...

L'immigration coûtait plus de 84 milliards d'euros, déjà, à la France, en 2013 : coût budgétaire de l'immigration selon le rapport Posokhow (25 JUILLET 2014 | ANDRÉ POSOKHOW ).

La Seine-Saint-Denis est l'un des départements où il y a le plus d'immatriculations de véhicule de grosse cylindrée. C'est aussi le département métropolitain qui coûte le plus cher au budget de l'Etat. Mais c'est « les yeux grands fermés » (Michèle Tribalat) que les médias observent l'immigration. Il s'est même trouvé un universitaire lillois pour affirmer que l'immigration rapportait plus qu'elle ne coûtait : sans doute, pour M. Chojnicki, le moyen le plus facile de se faire connaître, à défaut d'être bien... sérieux. Toutes les autres études concluent au contraire à un surcoût budgétaire dû à l'immigration : de 17 milliards dans la dernière étude Jean-Paul Gourévitch (2012) ; de 42 milliards chez Pierre Milloz (1997) dont l'étude ancienne continue de faire référence par sa rigueur méthodologique, de 73 milliards chez Yves-Marie Laulan (2012). Jean-Yves Le Gallou a, lui, évalué à 18 milliards le seul coût d'entrée et d'accueil des 200.000 immigrés supplémentaires annuels (coût en infrastructure notamment).

Omerta statistique et différences de périmètre d'étude

Ces écarts de chiffres peuvent légitimement surprendre mais ils s'expliquent de trois façons :

- d'abord, par l'omerta statistique qui rend l'accès aux données difficile et qui implique de poser des hypothèses ;
- ensuite, par les définitions retenues pour les populations étudiées ;

– enfin, par le périmètre des dépenses et des recettes analysé.

Polémia présente ici le rapport d'André Posokhow, auditeur, consultant, diplômé d'expertise comptable.

André Posokhow aboutit au chiffre de 84 milliards : l'équivalent du déficit public. Ce chiffre, plus élevé que celui d'autres études, s'explique par le caractère global de l'étude :

André Posokhow prend en compte les secteurs où il y a clairement des surcoûts dus à l'immigration : la police et la justice, par exemple.

Mais il ne néglige pas pour autant, contrairement à d'autres études moins complètes, les autres secteurs tels que l'éducation ou le logement où il y a, là aussi, des surcoûts mais aussi des coûts tout courts qui doivent être pris en considération. André Posokhow prend en compte l'ensemble des recettes fiscales et sociales dues à l'immigration ; par souci de cohérence, il réimpute aussi à l'immigration un coût moyen des services publics auxquels les immigrés et descendants d'immigrés accèdent proportionnellement aux autres résidents. Le rapport prend aussi en compte, en dépenses comme en recettes, les collectivités territoriales. Au final, le rapport Posokhow fait apparaître un solde recettes/dépenses négatif de 63 milliards.

Enfin, André Posokhow n'oublie pas que sur les trente dernières années l'immigration a contribué au déficit public. Ce déficit public a lui-même coûté au budget de l'Etat en intérêts versés ; intérêts versés qui ont eux-mêmes nourri l'endettement. Au final, André Posokhow estime à 21 milliards les intérêts annuels de la dette en 2013 qui ont pour origine ce déficit.

C'est ainsi qu'on arrive à un total de 84 milliards : un gisement d'économies considérable dans la perspective du redressement des finances publiques.

Polémia livre ci-dessous à ses lecteurs la présentation de son étude par André Posokhow, ainsi que le texte intégral de l'étude en PDF. Polémia invite ses lecteurs à faire part de leurs observations. D'autres études suivront : une monographie sur la Seine-Saint-Denis et des analyses plus fines du coût des différentes immigrations selon leur provenance géo-civilisationnelle.

Polémia

Présentation par son auteur de l'étude sur le coût net de l'immigration pour les finances publiques de la France

En novembre 2012, Contribuables associés a publié sa monographie n° 27 sur « L'immigration en France. Dépenses, recettes, investissements, rentabilité ». Cette étude a été établie par Jean-Paul Gourévitch, expert international en ressources humaines, spécialiste de l'Afrique et des migrations. Elle présente un déficit de la balance dépenses/recettes de 8,760Mds€ auquel il est ajouté un montant relevant de l'Aide publique au développement de 3,277Mds€ et des investissements au titre de la politique d'intégration de 5,375Mds€ pour aboutir à un coût net de l'immigration de 17,412Mds€. Or, le même expert affirmait en conclusion de la monographie n° 23 de mars 2010 que « chaque année, l'immigration représente pour les pouvoirs publics un surcroît de dépenses de 30,4 milliards d'euros », soit à peu près le double du déficit de la monographie n° 27 plus récente.

A peu près au même moment, une équipe universitaire dirigée par Xavier Chojnicki a publié le résultat de recherches sur cette problématique dans un livre L'immigration coûte cher à la France. Qu'en pensent les économistes ?. On peut distinguer deux directions de travail : l'affichage d'un impact budgétaire positif de la population immigrée en 2005, que les auteurs estiment à 3,9Mds€, et l'évaluation des bénéfices prévisionnels de cette immigration grâce aux techniques de la « comptabilité générationnelle ».

suite sur :

<https://www.polemia.com/84-milliards-cout-budgetaire-de-limmigration-selon-le-rapport-posokhow/>